



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique
Sous-direction gestion financière et des achats – SAFI 2C - BAMAC**

PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE EN MATIERE DE COUVERTURE DES FRAIS
DE SANTE ET DE PREVOYANCE A DESTINATION DES AGENTS DU MINISTERE DE
L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETE INDUSTRIELLE ET NUMERIQUE
(MEFSIN)

REGLEMENT DE CANDIDATURE

Numéro de consultation : **BAMAC-2024-235-PSC**

Procédure de passation : Procédure avec négociation

Date et heure limites de réception des candidatures : **25 octobre 2024 – 12h00**

Article 1 -	ACHETEUR	4
Article 2 -	OBJET DE LA CONSULTATION	4
Article 3 -	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
3.1	Procédure de passation	4
3.2	Allotissement et forme du marché.....	4
3.3	Durée du marché.....	5
3.4	Lieux d'exécution	5
3.5	Variantes	5
3.6	Considérations sociales et environnementales.....	5
Article 4 -	INFORMATION DES CANDIDATS	6
4.1	Contenu des documents de la consultation	6
4.2	Modalités de retrait et de consultation des documents.....	6
4.3	Demandes de renseignements complémentaires et questions.....	6
4.4	Modification des documents de la consultation	6
4.5	Prolongation du délai de réception des offres	7
Article 5 -	CANDIDATURE	7
5.1	Motifs d'exclusion	7
5.2	Conditions de participation	7
5.3	Dossier de candidature.....	7
5.4	Formulaire FS-PP relatif à la notification de contributions financières dans le contexte de passation de marchés publics ou de concessions en vertu du règlement (UE) 2022/2560	8
5.5	Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques.....	9
5.6	Sous-traitance	10
5.7	Examen des candidatures.....	10
5.8	Sélection des candidatures : capacités minimales de participation	11
Article 6 -	OFFRE	12
6.1	Critères d'attribution des offres	12
6.2	Durée de validité des offres	14
6.3	Négociation.....	14
Article 7 -	MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS	14
7.1	Date et heure de réception des plis	14
7.2	Conditions de transmission des plis.....	14
Article 8 -	LANGUE	16
Article 9 -	ATTRIBUTION DU MARCHE.....	16
9.1	Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve.....	16
9.2	Mise au point.....	18
9.3	Signature du marché	18
Article 10 -	MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE	18

Article 11 -	CONTENTIEUX	19
11.1	Annexe 1 au RC : Charte Relations Fournisseurs et Achats Responsables (RFAR).....	20
11.2	20
11.3	Annexe 2 au RC : La médiation interne relations fournisseurs au ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique.....	21

Article 1 - ACHETEUR

Désignation de l'acheteur :

Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique

Secrétariat général

139, rue de Bercy - PARIS (12ème)

Article 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation vise à conclure un marché relatif à la protection sociale complémentaire en matière de couverture des frais de santé des agents actifs et retraités, ainsi que de leurs ayants droit, et en matière de prévoyance des agents actifs du ministère, ainsi que ceux des établissements publics et autorités administratives ayant formulé une demande de rattachement au contrat collectif.

Code CPV principal de la consultation :

- 66512000 Services d'assurances accidents et maladie

Codes CPV supplémentaires :

- 66512200 Services d'assurance maladie
- 66512220 Services d'assurance médicale

Article 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 Procédure de passation

Le présent marché est passé selon la procédure avec négociation conformément aux articles L2124-3 et R2124-3 du code de la commande publique.

Cette procédure est notamment justifiée par la complexité des besoins couverts dans le présent marché (article R.2124-3-4°).

La procédure avec négociation requiert de procéder à une première phase de réception et de sélection des candidatures puis, dans une seconde phase, d'inviter les candidats retenus à remettre leur offre.

3.2 Allotissement et forme du marché

Il s'agit d'un marché ordinaire à prix unitaires.

Le présent marché est décomposé en deux lots à savoir :

N°	Intitulés lots
1	Protection sociale complémentaire en santé Souscription d'un contrat collectif à adhésion obligatoire pour le besoin santé en vue de la couverture des frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident au profit des agents relevant du ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique (MEFSIN), de certains établissements publics et autorités administratives indépendantes rattachés au ministère ainsi que de leurs ayants droits et des retraités et de leurs ayants droit.
2	Protection sociale complémentaire en prévoyance Souscription d'un contrat collectif à adhésion obligatoire pour le besoin en prévoyance portant sur la couverture des risques résultant de l'incapacité de travail, de l'invalidité et du décès au profit des agents relevant du ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique (MEFSIN), de certains établissements publics et autorités administratives indépendantes rattachés au ministère

3.3 *Durée du marché*

Le marché prend effet à compter de sa date de notification. La couverture des contrats collectifs débute à compter du 1er janvier 2026. La période entre la date de notification et le début de la couverture des contrats ne pourra excéder 6 mois et sera consacrée à la nécessaire préparation de la bonne prise en charge du périmètre du présent marché.

Pour ce qui concerne la couverture des contrats collectifs, celle-ci est conclue pour une durée initiale courant jusqu'au 31 décembre 2027. Elle pourra être reconduite quatre fois par tacite reconduction et par période de douze mois, sans que sa durée totale puisse excéder 72 mois et sans que le pouvoir adjudicateur n'ait à en informer préalablement le titulaire. Ce dernier ne peut s'y opposer. En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur respecte un préavis de deux (2) mois. Le titulaire ne peut alors prétendre à aucune indemnité fondée sur l'absence de reconduction du marché.

La durée maximale incluant la période de préparation et la couverture des contrats collectifs, ne pourra excéder 78 mois.

En cas de résiliation à l'initiative du ministère ou du titulaire, le ministère aura la possibilité de demander le maintien des conventions d'assurance aux conditions en vigueur du marché à la date de résiliation jusqu'au 31 octobre de l'exercice suivant la date d'échéance contractuelle du 31 décembre immédiatement postérieure à la demande de résiliation. Le titulaire devra assurer un transfert des données au nouvel assureur.

3.4 *Lieux d'exécution*

Le lieu d'exécution des prestations objet du marché est la France métropolitaine (Corse comprise) ainsi que les DROM-COM.

3.5 *Variantes*

3.5.1 *Variantes obligatoires*

Pas de variante à l'initiative de l'acheteur.

3.5.2 *Variantes à l'initiative des soumissionnaires*

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter de variantes à leur initiative.

3.6 *Considérations sociales et environnementales*

Labellisés « Diversité » et « Égalité professionnelle » par l'AFNOR, les ministères économiques et financiers sont engagés depuis plus de 10 ans en faveur de la lutte contre les discriminations et pour garantir une politique ministérielle intégrée qui se veut inclusive et garantissant l'égalité des chances pour tous. Dans ce cadre, Il sera prévu une clause sur les considérations sociales dans le CCAP portant sur la promotion de l'égalité et de la mixité professionnelle et la prévention des discriminations.

Engagés depuis plusieurs années dans la transition écologique, les MEF ont élaboré en 2020 le plan « Bercy Vert », déclinaison ministérielle du dispositif Services publics Ecoresponsables (SPE). En 2023, ce plan a été complété, des plusieurs mesures destinées à augmenter massivement les achats éco-responsables et à réduire davantage la consommation énergétique des usages numériques.

Dans ce cadre, le SG-MEF porte une attention particulière aux dispositions prises en faveur de la protection de l'environnement dans le cadre de ses marchés.

Des clauses environnementales seront indiquées dans le CCAP et le CCTP de la phase offre et porteront notamment sur :

- L'engagement à une démarche éco-responsable concernant les livrables et les communications dus au titre du marché ;
- La mesure et la réduction des impacts carbone des prestations objet du marché ;

- L'établissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) par le futur titulaire du marché.

Article 4 - INFORMATION DES CANDIDATS

La procédure se déroule en quatre phases (pour chacun des lots) :

- Phase de réception des candidatures permettant de sélectionner les candidats admis à déposer une offre auxquels sera envoyé le cahier des charges complet ;
- Remise des offres initiales des candidats retenus ;
- Négociation des offres initiales ;
- Remise des offres finales qui donnera lieu au choix d'un attributaire.

4.1 *Contenu des documents de la consultation*

4.1.1 *Documents de la consultation : Phase candidature*

Pour chaque lot, le dossier de consultation pour la phase candidature (DCE) est composé des documents suivants :

- Le présent Règlement de Candidature (RC) et ses quatre annexes :
 - Annexes 1 (lot 1) et 1 bis (lot 2) : Cadre de réponse relatif aux capacités minimales de la candidature ;
 - Annexe 2 : Présentation du contexte du marché ;
 - Annexes 3 (lot 1) et 3 bis (lot 2) : Tableaux de garanties ;
- L'annexe II au règlement exécution 2023-1441 : formulaire FS-PP relatif à la notification de contributions financières dans le contexte de passation de marchés publics ou de concessions en vertu du règlement (UE) 2022/2560.

A titre informatif, le DCE pour la phase offre sera transmis aux candidats retenus à l'issue de la phase candidature.

4.2 *Modalités de retrait et de consultation des documents*

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) (www.marches-publics.gouv.fr).

4.3 *Demandes de renseignements complémentaires et questions*

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires reçues en temps utile, au plus tard le **15/10/2024**, sont transmises aux opérateurs économiques au plus tard le **18/10/2024**.

4.4 *Modification des documents de la consultation*

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard le **18/10/2024**.

Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

4.5 Prolongation du délai de réception des offres

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie au plus tard le **18/10/2024**, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues au à l'article R.2151-4 du code de la commande publique.

Article 5 - CANDIDATURE

5.1 Motifs d'exclusion

Conformément aux dispositions du code de la commande publique relative aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation de l'acheteur, les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai l'acheteur qui l'exclut pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande de l'acheteur, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires, ou encore que sa participation à la présente consultation ne soit pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

5.2 Conditions de participation

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

5.3 Dossier de candidature

Pour chacun des lots, les candidats ont le choix de présenter leur candidature :

- Sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME ou le service exposé de PLACE ;
- Sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2.

A l'appui de ces documents, les candidats devront transmettre les informations suivantes :

- un dossier de références pour des prestations analogues à l'objet du marché comportant une liste des principaux services effectués au cours des 3 dernières années sur des projets comparables, indiquant le montant, la date, le destinataire public ou privé avec ses coordonnées. ;
- l'organigramme de la société (quantification et qualification des personnels) ;
- les moyens techniques.

Également dans les dossiers de candidatures (à présenter pour chaque lot), il est demandé aux candidats de transmettre l'annexe 1 du présent RC renseignée pour chacun des lots soumissionnés.

Les candidats transmettent les justificatifs et moyens de preuves suivants concernant leurs aptitude et capacités lors de la transmission de leurs dossiers de candidature :

➤ Capacités professionnelles

- En cas de Société française : le numéro d'identification unique délivré par l'INSEE (numéro SIREN)
- En cas de Société étrangère, inscription au registre professionnel
- Agrément administratif pour exercer l'activité d'assurance (branche 1, 2, 20) et répondre aux marchés publics, en application de l'article L 321.1 du Code des assurances ou une attestation de l'A.C.P.R. (Autorité de contrôle prudentiel et de résolution <https://acpr.banque-france.fr>)

- Effectifs moyens de bénéficiaires gérés au cours de la dernière année d'exercice pour des prestations comparables
- Capacités financières
 - Présentation générale
 - Bilan et compte de résultat (3 derniers exercices disponibles)
 - Rapport sur la solvabilité financière (3 derniers exercices disponibles)
 - Les états nationaux spécifiques 2023 : FR1401, FR1402, FR1403, FR1404
 - Montant du chiffre d'affaires annuel global en euros HT sur la dernière année d'exercice
- Capacités prudentielles
 - Taux de couverture du SCR (solvency capital requirement), par les fonds propres, au sens Solvabilité 2 (moyenne pondérée par les fonds propres des différents membres du groupement éventuel) sur la dernière année d'exercice.

5.3.1 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique)

Les candidats peuvent présenter leur candidature en renseignant le formulaire DUME accessible :

- depuis le service exposé de PLACE
- depuis l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Les parties II (informations concernant l'opérateur économique), III (motifs d'exclusion), IV (critères de sélection) et le cas échéant V (réduction du nombre de candidats qualifiés) du formulaire sont à renseigner.

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>

5.3.2 Candidature avec les formulaires DC1 et DC2

Les candidats transmettent les renseignements suivants :

- Lettre de candidature ou formulaire DC1, (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), ou équivalent, dûment rempli et daté.

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement ;

- Déclaration du candidat ou formulaire DC2, (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), ou équivalent, dûment rempli et daté.

En cas de candidature groupée, le DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

5.4 Formulaire FS-PP relatif à la notification de contributions financières dans le contexte de passation de marchés publics ou de concessions en vertu du règlement (UE) 2022/2560

A l'appui de leurs candidatures, les candidats devront transmettre impérativement le formulaire FS-PP relatif à la notification de contributions financières dans le contexte de passation de marchés publics ou de concessions en vertu du règlement (UE) 2022/2560 complétée et signée électroniquement et accompagnée d'annexe(s) éventuellement ;

- Dans le cas où le soumissionnaire se présente seul, le formulaire est complété et signé électroniquement par une personne habilitée à engager l'entreprise ;

- Dans le cas où le soumissionnaire se présente en groupement, chaque membre du groupement complète et signe son formulaire. Chaque signataire est une personne habilitée à engager l'entreprise ;
- Dans le cas où le soumissionnaire présente des sous-traitants, chaque sous-traitant complète et signe un formulaire. Chaque signataire est une personne habilitée à engager l'entreprise.

Dans le cas d'une notification de contributions financières étrangères, toutes les sections et leurs champs respectifs doivent être remplis, à l'exception de la section 7 (« Déclaration »). Ainsi, les candidats devront renseigner les sections 2 à 8 du formulaire.

5.5 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques

Un service de bourse à la cotraitance est proposé sur le portail « entreprises » du profil d'acheteur de l'Etat (Plate-forme des achats de l'Etat : PLACE) utilisé par les ministères et les établissements publics d'Etat. Ce service entend faciliter les contacts des entreprises entre elles qui souhaitent répondre à des marchés publics de manière groupée sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques. Des fiches explicatives et le mode d'emploi de ce service sont disponibles aux adresses suivantes :

<https://www.economie.gouv.fr/dae/bourse-a-cotraitance-service-pour-aider-entreprises>

5.5.1 Motifs d'exclusion en cas de groupement d'opérateurs économiques

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure

5.5.2 Conditions de présentation

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur autorise le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

5.5.3 Forme du groupement

La forme du groupement n'est pas imposée.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître de l'ouvrage.

5.5.4 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique)

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

5.5.5 Candidature avec les formulaires DC1 et DC2

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, les candidats transmettent les renseignements suivants des formulaires DC1 et DC2 :

Le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement ;
Le formulaire DC2 est rempli par chaque membre du groupement.

5.6 *Sous-traitance*

5.6.1 *Motifs d'exclusion en cas de sous-traitance*

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat. A défaut, le candidat est exclu de la procédure.

5.6.2 *Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique)*

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME électronique et fournit pour chacun de ces sous-traitants un DUME électronique distinct et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Le candidat remet également l'imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance, <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>), dûment rempli par le sous-traitant et le candidat.

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME électronique et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants et remet un imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le candidat et le sous-traitant si ce dernier est connu.

Précision sur la déclaration de sous-traitance : La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Le formulaire DC4 est disponible à l'adresse suivante: <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>

5.7 *Examen des candidatures*

Les moyens de preuve relatifs aux motifs d'exclusion ne sont demandés par l'acheteur qu'au(x) soumissionnaire(s) auquel(s) il est envisagé d'attribuer le marché public.

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous. Ce délai est précisé avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

5.7.1 *Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs*

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs lorsque l'acheteur peut les obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs déjà transmis au maître de l'ouvrage dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, ils indiquent les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis.

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

Les documents justificatifs sont : le document DUME ou les formulaires DC1 et DC2, le chiffre d'affaires annuel sur les 3 dernières exercices, le dossier de références, l'organigramme, les moyens techniques et les éléments relatifs aux capacités demandées à l'article 6.2 du présent document.

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

5.7.2 Vérification des motifs d'exclusion

En application des dispositions de R.2144-4 du code de la commande publique, l'acheteur n'exige que du seul soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas se trouver dans un des cas des motifs d'exclusion.

5.8 Sélection des candidatures : capacités minimales de participation

Les candidats qui seront sélectionnés pour la phase offre devront respecter les capacités minimales suivantes :

5.8.1 Lot 1 : Protection sociale complémentaire en santé

- Capacités professionnelles
 - Agrément administratif pour exercer l'activité d'assurance (branche 1, 2, 20) et répondre aux marchés publics, en application de l'article L 321.1 du Code des assurances ou une attestation de l'A.C.P.R. (Autorité de contrôle prudentiel et de résolution <https://acpr.banque-france.fr> ;
 - Effectifs moyens de bénéficiaires gérés au cours de la dernière année d'exercice au moins égale à 200 000 bénéficiaires pour des prestations comparables.
- Capacités financières
 - Montant minimum de chiffre d'affaires annuel global en euros HT sur la dernière année d'exercice fixé à 150 millions d'euros.
- Capacités prudentielles
 - Taux de couverture du SCR (solvency capital requirement), par les fonds propres, au sens Solvabilité 2 d'au minimum 150% (moyenne pondérée par les fonds propres des différents membres du groupement éventuel) sur la dernière année d'exercice.

5.8.2 Lot 2 : Protection sociale complémentaire en prévoyance

- Capacités professionnelles
 - Agrément administratif pour exercer l'activité d'assurance (branche 1, 2, 20) et répondre

aux marchés publics, en application de l'article L 321.1 du Code des assurances ou une attestation de l'A.C.P.R. (Autorité de contrôle prudentiel et de résolution <https://acpr.banque-france.fr> ;

- Effectifs moyens de bénéficiaires gérés au cours de la dernière année d'exercice au moins égale à 80 000 bénéficiaires pour des prestations comparables.
- Capacités financières
 - Montant minimum de chiffre d'affaires annuel global en euros HT sur la dernière année d'exercice fixé à 90 millions d'euros.
- Capacités prudentielles
 - Taux de couverture du SCR (solvency capital requirement), par les fonds propres, au sens Solvabilité 2 d'au minimum 150% (moyenne pondérée par les fonds propres des différents membres du groupement éventuel) sur la dernière année d'exercice.

Les candidatures ne présentant pas les capacités minimales requises seront éliminées et ne seront pas retenues pour la phase offre de la procédure.

Article 6 - OFFRE

6.1 Critères d'attribution des offres

A l'issue de la phase de candidature, les candidats retenus seront invités à remettre leur offre, qui sera appréciée en application des critères suivants :

6.1.1 Lot 1 : Protection sociale complémentaire en santé

Critère 1 : Rapport entre la qualité des garanties et le tarif proposé	30 points
Sous-critère 1.1 : Tarification des paniers de soins France et Etranger (Nf1) calculé à partir de la population décrite pour l'estimation	10 points
Sous-critère 1.2 : Tarification des garanties optionnelles (Nf2) calculé à partir de la population décrite pour l'estimation	8 points
Sous-critère 1.3 : Niveau des frais de chargement (Nf3) calculé à partir de la population décrite pour l'estimation	12 points

Critère 2 – Maîtrise financière des contrats	20 points
Sous-critère 2.1 : Reporting technique	3 points
Sous-critère 2.2 : Pièces contractuelles	2 points
Sous-critère 2.3 : Evolution des cotisations	3 points
Sous-critère 2.4 : clause de participation aux bénéfices	2 points
Sous-critère 2.5 : Projections financières du panier de soins	4 points
Sous-critère 2.6 : Process en cas de changement d'assureur	2 points
Sous-critère 2.7 : Plafonnement des cotisations des retraités	3 points
Sous-critère 2.8 : Méthode de traitement des cotisations des ayant droits retraités	1 point

Critère 3 – Qualité de gestion des contrats et des services	43 points
AU TITRE DES AGENTS	23 points
Sous-critère A.3.1 : Mise en place du tiers-payant	2 points
Sous-critère A.3.2: Mise à disposition d'un espace web et d'une application mobile	3 points
Sous-critère A.3.3 : Plateforme téléphonique	3 points

Sous-critère A.3.4 : Parcours d'adhésion de l'assuré et de ses ayants-droits	3 points
Sous-critère A.3.5 : Permanences physiques	3 points
Sous-critère A.3.6 : Engagement de qualité de la gestion	2 points
Sous-critère A.3.7 : Reporting et enquête de satisfaction	1 point
Sous-critère A.3.8 : Assistance	2 points
Sous-critère A.3.9 : Réseau de soins	3 points
Sous-critère A.3.10 : Aide à la résiliation du contrat actuel	1 point
AU TITRE DES RESSOURCES HUMAINES	20 points
Sous-critère RH.3.1 : Parcours gestion des affiliations et des radiations	2 points
Sous-critère RH.3.2 : Mise à disposition d'un espace web RH dédié	3 points
Sous-critère RH.3.3 : Accompagnement proposé lors de la mise en place du contrat	3 points
Sous-critère RH.3.4 : Accompagnement proposé en cours du contrat	2 points
Sous-critère RH.3.5 : Appels de cotisations des agents	2 points
Sous-critère RH.3.6 : Appels de cotisations des retraités et des ayants-droits	2 points
Sous-critère RH.3.7 : Gestion de la portabilité	1 point
Sous-critère RH.3.8 : Gestion de l'accompagnement social	3 points
Sous-critère RH.3.9 : Gestion du fonds d'aide aux retraités	2 points
Critère 4 – Actions de prévention	7 points
Sous-critère 4.1 : Actions de prévention présenteielle et territoriale	5 points
Sous-critère 4.2 : Actions de prévention autres modalités	2 points

6.1.2 Lot 2 : Protection sociale complémentaire en prévoyance

Critère 1 : Rapport entre la qualité des garanties et le tarif proposé	40 points
Sous-critère 1.1 : Tarification du complémentaire interministériel (Nf1) calculé à partir de la population décrite pour l'estimation	16 points
Sous-critère 1.2 : Tarification du dispositif additionnel [Option 1 et Option 2] (Nf2) calculé à partir de la population décrite pour l'estimation	14 points
Sous-critère 1.3 : Niveau des frais de chargement (Nf3) calculé à partir de la population décrite pour l'estimation	10 points

Critère 2 – Maîtrise financière des contrats	20 points
Sous-critère 2.1 : Reporting technique	3 points
Sous-critère 2.2 : Pièces contractuelles	2 points
Sous-critère 2.3 : Evolution des cotisations	3 points
Sous-critère 2.4 : clause de participation aux bénéfices	4 points
Sous-critère 2.5 : Fonctionnement et vie du dispositif	4 points
Sous-critère 2.6 : Projections financières	4 points

Critère 3 – Qualité de gestion des contrats et des services	40 points
Sous-critère 3.1 : Gestion des cotisations	6 points
Sous-critère 3.2: Gestion des prestations	6 points
Sous-critère 3.3 : Engagements de qualité de gestion	6 points
Sous-critère 3.4 : Equipe dédiée	3 points
Sous-critère 3.5 : Accompagnement proposé aux équipes RH	3 points

Sous-critère 3.6 : Interfaces mises à disposition des agents	4 points
Sous-critère 3.7 : Interfaces mises à disposition des équipes RH	4 points
Sous-critère 3.8 : Plateforme téléphonique	4 points
Sous-critère 3.9 : Parcours adhésion de l'assuré	3 points
Sous-critère 3.10 : Aide à la résiliation du contrat actuel	1 point

A l'issue de l'analyse financière et technique, chaque lot du marché public sera attribué au candidat qui obtient la meilleure note.

6.2 Durée de validité des offres

Les offres seront déposées lors d'une deuxième phase et seront valables pendant 6 mois à partir de la date limite de remise des offres.

Cette durée sera renouvelée à chaque remise d'offre négociée, le cas échéant.

6.3 Négociation

La négociation est menée oralement dans les locaux de l'administration à Paris ou en visioconférence ou par échange de messagerie via la plate-forme PLACE. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de mener plusieurs tours de négociation.

Les soumissionnaires sont informés via PLACE des conditions d'organisation, de la date, de l'heure de la tenue de la négociation.

Au terme de la négociation, chaque candidat a la possibilité de faire parvenir une nouvelle offre sous forme dématérialisée via la plate-forme PLACE.

Les offres finales demeurées inacceptables sont éliminées.

Suite à la remise des offres négociées, un classement final est établi sur la base des critères d'attribution ci-avant.

La négociation ne peut porter ni sur les exigences minimales, ni sur les critères d'attribution mentionnés au présent règlement.

Article 7 - MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS

7.1 Date et heure de réception des plis

Les plis devront être transmis au plus tard à la date et l'heure limites mentionnées en première page du présent document.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui sont reçus ou remis après cette date et heure ne sont pas ouverts. Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

7.2 Conditions de transmission des plis

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

En cas d'envois successifs seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis. Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur la plate-forme "PLACE" : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les candidats ou les soumissionnaires trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un «guide

utilisateur» téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat/soumissionnaire.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de PLACE :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

Les candidats ou les soumissionnaires ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue au maître de l'ouvrage.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, ***nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr***, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le candidat ou le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutable, notamment : .exe, .com, .scr
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts

Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

Copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde, transmise au maître de l'ouvrage sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- Intitulé de la consultation ;

- Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas prévus à l'article 2-II de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions de l'article R.2132-11 du code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

Le candidat ou le soumissionnaire qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante :

Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique

Secrétariat Général

Monsieur Grégory ANFRAY et langotiana RAKOTOVAO

SAFI – BAMAC - Télédéc 631

139, rue de Bercy

75572 PARIS CEDEX 12

Antivirus

Le candidat ou le soumissionnaire doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

Article 8 - LANGUE

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnées d'une traduction en français.

En cas de candidature sous forme de DUME, ce dernier doit être rédigé en français.

Article 9 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Le marché est attribué aux soumissionnaires dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées aux articles à l'article R.2181-1 et suivants du code de la commande publique.

9.1 Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve

Le soumissionnaire n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves déjà transmis au maître de l'ouvrage dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis. En cas d'impossibilité de se procurer les moyens de preuve directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande

communication au soumissionnaire.

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public fournit dans le délai fixé dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue, les documents suivants :

- L'acte d'engagement (ATTR1) à compléter et à signer, le cas échéant par tous les membres du groupement d'opérateurs économiques ;
- le cas échéant, dans le cas où les membres du groupement d'opérateurs économiques ne signent pas tous l'acte d'engagement, le document d'habilitation signé par tous les membres du groupement ;
- le pouvoir du ou des signataires d'engager la personne qu'il représente (titulaire individuel ou groupement d'opérateurs économiques) ;
- le cas échéant, en cas de sous-traitance, la déclaration de sous-traitance (DC4 ou équivalent) signée par le sous-traitant et le soumissionnaire, les renseignements relatifs aux capacités du sous-traitant lorsque le soumissionnaire s'appuie sur celles-ci ;
- le ou les relevé(s) d'identité bancaire ou équivalent ;
- en cas de redressement judiciaire, ou une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés ;
- le cas échéant, si le soumissionnaire emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D.8254-2 du code du travail, 1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;
- pour les entreprises en cours d'inscription, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (CFE) ;
- le cas échéant, dans le cas où elles ne sont pas disponibles sur PLACE, le(s) certificat(s) délivré(s) par les administrations et organismes compétents suivant(s) :
 - . certificat de conformité aux obligations fiscales (au titre de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les sociétés et/ou de la taxe sur la valeur ajoutée TVA),
 - . certificat de l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, connu sous le nom d'attestation de vigilance,
 - . pour tout employeur occupant au moins vingt salariés, le certificat délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH), concernant le respect des dispositions des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail relatives à l'emploi des travailleurs handicapés.

Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France :

- un document mentionnant son numéro individuel d'identification, attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le soumissionnaire n'est pas établi dans un pays de l'Union européenne, un document mentionnant l'identité et l'adresse du candidat ou les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France;
- un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n°883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale;
- un extrait du registre pertinent au sens de l'article R.2143-9 du code de la commande publique, ou un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine, attestant de l'absence de cas d'exclusion. Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 6 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre ;
- le cas échéant, en cas de recours à des travailleurs détachés, dans les conditions définies à l'article

L.1262-1 du code du travail :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du soumissionnaire ne délivrent pas les moyens de preuve ou si les documents délivrés ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, le soumissionnaire peut fournir une déclaration sous serment, ou dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de pays d'origine ou d'établissement.

9.2 *Mise au point*

L'acheteur et le soumissionnaire retenu peuvent procéder à une mise au point des composantes du marché public. Cette mise au point ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du présent marché public.

9.3 *Signature du marché*

Le marché est signé par les soumissionnaires retenus au moyen de l'acte d'engagement (formulaire ATTR11) qui leur est adressé par l'acheteur.

La signature électronique doit respecter les exigences prévues à l'article "MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE". Par ailleurs, la signature du marché est effectuée, de préférence, par le biais d'une signature électronique ou à défaut par le biais d'une signature manuscrite.

Article 10 - MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE

Seul l'acte d'engagement devra être signé. L'acte d'engagement sera transmis pour signature au futur attributaire du marché.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électroniques peuvent être obtenus :

- dans PLACE (guide d'utilisation- utilisateur entreprise) ;
- dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés public (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers.

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature électronique ;
2. à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »)

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3),
- la signature électronique qualifiée (niveau 4).

1er cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS.

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS). Des listes de prestataires de confiance sont disponibles :

- sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI),
- sur le site de la commission européenne :

<https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/cef-esignature-trusted-list-browser-now-available>

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

2ème cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Un certificat qualifié de signature électronique délivré en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics (certificat conforme au référentiel général de sécurité « RGS ») reste utilisable jusqu'au terme de sa validité.

Exigences relatives à l'outil de signature :

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé. L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires. Quels que soient l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

Article 11 - CONTENTIEUX

Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75004 PARIS,
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr, tél : 01 44 59 44 00, fax : 01 44 59 46 46.

11.1 Annexe 1 au RC : Charte Relations Fournisseurs et Achats Responsables (RFAR)



Ministère
de l'Économie, des Finances
et de la Souveraineté
industrielle et numérique
Liberté Égalité Fraternité

Secrétariat
Général

Acteurs de l'écosystème achat, engageons-nous pour des relations fournisseurs achats responsables !



Les MEF sont signataires de la Charte Relations Fournisseurs Achats Responsables (RFAR) depuis le 25 novembre 2022 et sont engagés depuis à réaliser les travaux en vue de l'obtention du label RFAR. Avec des mesures pragmatiques telles que la nomination d'un médiateur interne relation fournisseurs, la signature de la Charte s'inscrit pleinement dans la démarche vertueuse de transition sociale et environnementale engagée depuis plusieurs années au sein des MEF et traduit la volonté ministérielle de construire une relation éthique et équilibrée avec nos fournisseurs.

Charte RELATIONS FOURNISSEURS
ET ACHATS RESPONSABLES
SIGNATAIRE



Quels sont les objectifs de la signature de la Charte RFAR ?

La Charte RFAR traite de l'équilibre et de la qualité des relations entre acheteurs et fournisseurs pour garantir des achats à impact positifs incluant à la fois la performance économique, les critères environnementaux, sociaux et promeut un dispositif destiné aux PME/ETI dans le cadre des marchés publics. En adhérant à la Charte, les MEF adoptent **10 engagements pour des achats responsables vis-à-vis de leurs fournisseurs et invitent ses fournisseurs à s'inscrire dans cette même démarche.**



Qui sont les contributeurs à cette démarche ?

La démarche RFAR, c'est l'affaire de tous ! l'ensemble des parties prenantes du processus achat (managers, responsables achats, acheteurs, prescripteurs, bénéficiaires, chaîne de la dépense, ...) mais aussi **les fournisseurs doivent s'engager dans la mise en œuvre de ces engagements pour réussir ensemble les transitions sociale et environnementale.**



Qu'attendons-nous des fournisseurs dans cette démarche ?

L'aboutissement de cette démarche repose sur l'implication et la participation entière de tous. Pour ce faire, les fournisseurs doivent s'inscrire dans une **démarche d'amélioration** continue en matière d'innovation et de performance des produits et services au service de la responsabilité sociale et environnementale.

Les fournisseurs sont également invités à signer la charte RFAR et à s'engager dans la démarche de labélisation RFAR.

Nous comptons sur votre action pour réussir collectivement cette démarche RFAR !

11.2

11.3 Annexe 2 au RC : La médiation interne relations fournisseurs au ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique



Ministère
de l'Économie, des Finances
et de la Souveraineté
industrielle et numérique
Liberté Égalité Fraternité

Secrétariat
Général

LA MEDIATION INTERNE RELATIONS FOURNISSEURS AUX MINISTÈRES ECONOMIQUES ET FINANCIERS



Les MEF mettent à disposition de leurs fournisseurs un dispositif de règlement amiable des différends, la **médiation interne relation fournisseurs** dans le prolongement de l'engagement des MEF à la Charte Relations fournisseurs achats responsables (RFAR)

Charte 
RELATIONS FOURNISSEURS
ET ACHATS RESPONSABLES
SIGNATAIRE



FINALITE

Le processus de médiation interne relations fournisseurs permet de :

- Co-construire une solution mutuellement bénéfique par les parties (acheteur et fournisseur) ;
- Développer sur la durée une collaboration responsable et transparente et de bonnes relations avec les fournisseurs.



BENEFICIAIRES

Toute entreprise en lien avec la commande publique des ministères économiques et financiers a la possibilité de solliciter le médiateur interne relation fournisseurs.



CHAMP D'APPLICATION

La médiation interne relations fournisseurs s'applique à tout différend lié à l'exécution d'une commande publique (pénalités, divergence d'interprétation de clause contractuelle, impayés..).



MODALITES

La médiation interne relations fournisseurs, conduite par un médiateur interne, tiers neutre et impartial, est réalisée sur le principe du tryptique suivant :

- ❖ **Confidentielle** : le médiateur interne est garant de la stricte confidentialité des échanges ;
- ❖ **Gratuite** : aucune dépense n'est à engager par les parties prenantes ;
- ❖ **Volontaire** : librement sollicitée par l'acheteur et/ou le titulaire du marché.



CONTACT

Le médiateur interne relations fournisseurs à votre écoute :

- mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr
- 01 53 18 32 17 / 07 86 28 71 35